



## **European Movement Mouvement Européen**

### **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

#### **Appel pour un renforcement radical de l'Union Economique**

L'Assemblée Fédérale du **Mouvement Européen International (MEI)**, réunie à Tolède les 11 et 12 juin 2010, a appelé le Conseil Européen à renforcer de manière radicale tout le pan économique de l'Union Economique et Monétaire lors du sommet européen qui se tiendra cette semaine.

Le Mouvement Européen recommande que soit envisagée la nomination d'un Haut Représentant pour les Politiques Economiques et Fiscales, occupant à la fois le portefeuille de Vice-Président de la Commission Européenne, de président du Conseil ECOFIN et de la zone Euro. Il/elle représenterait également l'UE dans les forums économiques internationaux.

Selon **Jo Leinen, vice-président du MEI**, « cela serait possible dans le cadre du Traité de Lisbonne et pourrait faire une réelle différence combiné à un meilleur contrôle et à un renforcement des procédures de gouvernance économique ».

L'Assemblée de Tolède a également insisté sur la nécessité d'une réforme budgétaire de l'UE basée sur de véritables « ressources propres » européennes et l'émission d'euro-obligations afin d'accroître la contribution de l'UE au financement transfrontalier des projets européens dans le domaine des transports, de l'énergie, et des infrastructures de communication.

Les délégués ont salué la mise en place du mécanisme de stabilisation financière européen mais ont néanmoins relevé que ce mécanisme devrait mener à la création d'un véritable fonds monétaire européen commun et ne pas se contenter de représenter 27 parties différentes.

« Dans le contexte de crise économique que l'UE traverse actuellement, avec un retour du chômage de masse touchant particulièrement les jeunes et la diminution de moitié de la croissance économique, le prochain Sommet doit offrir l'espoir d'une relance de l'économie européenne au moyen d'actions économiques nouvelles, visibles et concertées de l'UE » a déclaré **Pat Cox, Président du MEI**. Et d'ajouter : « la résolution de la crise est aujourd'hui d'une urgence absolue, il faut une réponse immédiate sans attendre la nouvelle perspective financière de 2014 ».

[FIN]